



La direction et les députés du PCF à l'épreuve de Mai-Juin 68

Jean Vigreux, Emmanuel Ranc

DANS **PARLEMENT[S], REVUE D'HISTOIRE POLITIQUE** 2008/1 n° 9 , PAGES 80 À 95
ÉDITIONS **L'HARMATTAN**

ISSN 1768-6520

DOI 10.3917/parl.009.0080

Date de mise en ligne : 14/05/2008

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-parlements1-2008-1-page-80?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour L'Harmattan.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

La direction et les députés du PCF à l'épreuve de Mai-Juin 68¹

Jean Vigreux et Emmanuel Ranc

Respectivement maître de conférences à l'université de Bourgogne et ingénieur d'études à la Maison des Sciences de l'Homme de Dijon
jean.vigreux@u-bourgogne.fr ; emmanuel.ranc@u-bourgogne.fr

L'année 1968 est cruciale pour l'histoire du PCF. Avant de mesurer les effets induits par la crise de mai-juin 1968, il convient de rappeler les mutations opérées depuis 1964. Sous l'impulsion de son Secrétaire général, le parti communiste apparaît aux yeux de l'opinion publique sous les traits d'un parti qui change, récoltant les fruits de son rapprochement

¹ Cet article s'appuie sur un dépouillement des archives du PCF, des Journaux officiels des débats parlementaires et de la presse communiste, effectués dans le cadre de recherches menées au sein du Centre Georges Chevrier UMR CNRS 5605 Université de Bourgogne.

avec la gauche non communiste, des modifications de son programme et de son ouverture sur les médias. Il sort des élections législatives de 1967 renforcé et dispose d'un groupe parlementaire fort de 73 députés (dont deux apparentés : Pierre Cot et Paul Lacavé).

Cette nouvelle image du PCF au sein de la société française est perceptible grâce à plusieurs sondages. Une enquête effectuée par la SOFRES, menée du 10 au 20 février 1968 auprès de 1 710 électeurs, fait ressortir que le PCF n'est plus perçu comme un parti révolutionnaire, ouvrieriste et hors du jeu politique². Alain Lancelot et Pierre Weill analysant ce sondage écrivent que « la "légende noire du PCF" est [...] relativement estompée »³ et que « le clivage communisme-anticommunisme qui a longtemps dominé la scène politique française s'efface de la sorte au profit du vieux clivage droite-gauche »⁴. Surtout, le PCF déclare reconnaître l'alternance politique ; il est favorable à la « libre activité des partis politiques »⁵. Un nouveau tabou est levé et le parti se déclare prêt à participer à un gouvernement de gauche en ayant réalisé le programme commun.

L'année 1968 est essentiellement marquée par la confrontation, au cours des événements du mois de mai-juin, avec les étudiants et en particulier les « gauchistes », selon la terminologie communiste, même si le PCF, grâce à son influence dans la classe ouvrière, avec le relais de la CGT, sait surmonter la contestation. Il faut alors concevoir l'événement Mai-Juin 68 dans une histoire immédiate, mais aussi plus longue et multiscale du parti communiste⁶. Il semble utile d'appréhender cette confrontation aux enjeux multiples, au sein du groupe parlementaire communiste, tant à l'Assemblée nationale que dans la rue, voire la circonscription électorale. Les attaques que le PCF subit de la part de sa

² SOFRES, *Attitude des Français à l'égard du PCF*, avril 1968.

³ Alain Lancelot, Pierre Weill, « L'attitude des Français à l'égard du PC en février 1968, d'après une enquête de la SOFRES », *Cahiers de la FNSP*, n°175, « Le communisme en France », 1969, p. 302.

⁴ *Ibid.*, p. 303. Les sondages de l'IFOP (commande du PCF) révèlent les mêmes tendances : Monique Fichelet, Raymond Fichelet, Guy Michelat, Michel Simon, « Les Français, la politique et le Parti communiste », *Cahiers du communisme*, n°12, décembre 1967, pp. 53-77 et n°1, janvier 1968, pp. 22-50.

⁵ Entretien « Si vous étiez au gouvernement, Monsieur Waldeck Rochet ?... », *Le Nouvel Observateur*, 20 mars 1968, pp. 12-15, voir Jean Vigreux, *Waldeck Rochet, une biographie politique*, Paris, La Dispute, 2000.

⁶ Voir Geneviève Dreyfus-Armand, Robert Frank, Marie-Françoise Lévy, Michelle Zancarini-Fournel (dir.), *Les Années 68. Le temps de la contestation*, Bruxelles, Complexe-IHTP-CNRS, 2000 et plus récemment Philippe Artières, Michelle Zancarini-Fournel (dir.), *68, une histoire collective (1962-1981)*, Paris, La Découverte, 2008 ; Dominique Damamme, Boris Gobille, Frédérique Matonti, Bernard Pudal (dir.), *Mai juin 68*, Paris, L'Atelier, 2008.

gauche, mais aussi de la droite, en particulier celle du gouvernement, peuvent-elles déstabiliser l'entreprise d'ouverture du parti ? Les résultats électoraux de juin 1968 tendent à faire accepter cette idée. Pourtant la direction tire assez vite les leçons de ces événements et se construit une mémoire spécifique de Mai 68⁷. Les lectures de cet événement par le PCF ont donné lieu à diverses publications aux éditions sociales⁸.

La crise de Mai-Juin 68, le PCF mobilisé malgré lui ?

Lors de la première phase des événements de 1968 – la phase dite étudiante (du 2 au 12 mai) – le PCF semble débordé par l'ampleur du mouvement. Le mouvement, parti de Nanterre, ne laisse pas insensible Waldeck Rochet, non seulement député de la circonscription, mais aussi dirigeant national du parti. La virulence des étudiants⁹, en particulier du « Mouvement du 22 mars », ne reçoit pas l'approbation du parti communiste lui-même jugé comme stalinien, voire archaïque, par les organisations étudiantes. Le PCF reste de marbre et dénonce même leur brutalité¹⁰. Les élus de Nanterre, dès le 4 avril, « n'hésitent pas à tonner contre le Mouvement du 22 mars »¹¹. Le Secrétariat du PCF demande une attitude ferme envers les gauchistes de Nanterre : il faut contribuer à isoler les éléments gauchistes, « donner des explications idéologiques par un matériel approprié et défendre activement les revendications des étudiants dans toutes les occasions, y compris dans les assemblées élues »¹². Les communistes doivent enfin réagir très fortement, c'est-à-dire physiquement, virilement, lorsque les étudiants tentent d'aller dans les usines distribuer leur matériel¹³. Face aux agissements gauchistes, la direction du PCF propose l'édition de tracts, pour la population de Nanterre et pour les usines de la région parisienne, ainsi que la désignation d'un permanent dans les Hauts-de-Seine pour suivre Nanterre¹⁴. Cette inquiétude provient à la fois de la concurrence des éléments sur sa gauche et de l'éventualité de conséquences néfastes

⁷ Kristin Ross, *Mai 68 et ses vies ultérieures*, Bruxelles, Complexe/Monde Diplomatique, 2005.

⁸ Laurent Salini, *Le Mai des prolétaires*, Paris, Éditions Sociales, 1968 ; Claude Prévost, *Les Étudiants et le gauchisme*, Paris, Éditions Sociales, 1969 et Georges Ségué, *Le Mai de la CGT*, Paris, Julliard, 1972.

⁹ Il ne faut pas oublier l'épisode où Pierre Juquin a dû quitter Nanterre, sous les huées et les cris de « Juquin petit lapin », le 25 avril 1968.

¹⁰ Pour appréhender cet état d'esprit, voir Claude Prévost, *op. cit.*

¹¹ Roger Martelli, *Mai 68*, Paris, Éditions Sociales-Messidor, 1988, p. 218.

¹² Archives du PCF, Secrétariat 30 avril 1968.

¹³ *Ibid.*

¹⁴ *Ibid.*

sur la conférence américano-vietnamienne, qui doit avoir lieu à Paris le 13 mai : il s'agit de lutter activement contre le maoïsme¹⁵. Dans le même temps, le Secrétariat invite Georges Marchais à publier un article dans *L'Humanité* sur la classe ouvrière et les étudiants. Le secrétaire à l'organisation s'emploie à « démasquer les faux révolutionnaires [...] les fils de grands bourgeois » et « l'anarchiste allemand Cohn-Bendit »¹⁶.

Dans les premiers jours de mai, le PCF éprouve plus qu'une « défiance »¹⁷ à l'égard du mouvement étudiant, même s'il appelle les étudiants à « agir aux côtés de la classe ouvrière »¹⁸ pour défendre leurs revendications. Toutefois, les sanctions prises à l'encontre des étudiants et le déploiement de la force par le gouvernement conduisent le PCF à infléchir sa ligne : il dénonce la répression policière¹⁹, puis participe aux manifestations. Le 7 mai, le Secrétariat constate que « les gauchistes sont parvenus à utiliser une situation résultant de la politique gaulliste »²⁰. Enfin, il « envisage de tenir une large assemblée de la Jeunesse tenue par la JC »²¹. Le même jour, le Bureau Politique publie un communiqué, dans lequel il signale la « légitimité du mouvement étudiant »²², ce qui dépasse l'analyse précédente, comme l'a très bien mis en évidence Danielle Tartakowsky, fondée sur la « légitimité de leurs revendications »²³.

Le 8 mai, les manifestations d'étudiants sont abordées lors des questions orales avec débat à l'Assemblée nationale. Louis Baillet, député de Paris, évoque les manifestations étudiantes « contre lesquelles s'est déchaînée la répression policière »²⁴. Dénonçant tout d'abord la fermeture de la faculté des Lettres de Nanterre et de la Sorbonne à quelques jours des examens, il inscrit le mouvement étudiant dans une crise plus profonde de l'université française et dénonce le « pouvoir gaulliste [qui] maintient un système d'enseignement inadapté à notre époque, à la fois dans ses méthodes

¹⁵ Archives du PCF, Secrétariat 3 janvier 1968.

¹⁶ Georges Marchais, « De faux révolutionnaires à démasquer », *L'Humanité*, 3 mai 1968.

¹⁷ Danielle Tartakowsky, « Le PCF en mai-juin 1968 », dans René Mouriaux, Annick Percheron, Antoine Prost, Danielle Tartakowsky (dir.), *1968. Exploration du mai français*, t. 2, *Acteurs*, Paris, L'Harmattan, 1992, p. 144.

¹⁸ Tract de l'UEC du 4 mai 1968.

¹⁹ Une délégation d'élus communistes se rend au ministère de l'Intérieur pour demander l'arrêt du recours à la force.

²⁰ Archives du PCF, Secrétariat, 7 mai 1968.

²¹ *Ibid.*

²² Communiqué du BP du 7 mai 1968.

²³ Danielle Tartakowsky, *op. cit.*, pp. 145-146.

²⁴ Débats parlementaires, 8 mai 1968, p. 1600.

et dans son fonctionnement»²⁵. Pouvoir gaulliste et mouvements gauchistes sont renvoyés dos à dos quand il souligne que « la situation que vous avez créée a favorisé les agissements aventuristes de groupes irresponsables dont les conceptions n'ouvrent aucune perspective aux étudiants »²⁶. S'inscrivant dans un contexte où l'Assemblée nationale débat depuis plusieurs séances de la recherche scientifique en France, l'intervention de Louis Baillot se poursuit par la proposition de mettre en place un plan d'urgence (construction de logements et de restaurants universitaires, construction de facultés et d'IUT dans la région parisienne). Le même jour, Pierre Juquin, député de l'Essonne, intervient lui aussi sur les mêmes thèmes en inscrivant la réforme de l'Université dans une dynamique de passage au socialisme : « Dès aujourd'hui, les conditions matérielles du passage de la France au socialisme existent. [...] De premiers changements importants pourraient s'opérer, dès avant le socialisme, dans une démocratie »²⁷. Pour sortir de la crise, le PCF propose un accord sur un programme social avancé entre les partis de gauche et les organisations syndicales. « Ce programme devrait prévoir : 1) des réformes de structures visant à soustraire l'État à l'emprise des monopoles capitalistes ; 2) un plan de développement économique et social permettant de satisfaire progressivement les revendications des travailleurs. Des réformes tendant à faire participer les citoyens aux décisions touchant à la vie économique, politique et culturelle du pays. Prévoir la constitution d'un gouvernement populaire et d'union démocratique. Prêts à prendre nos responsabilités »²⁸.

L'analyse du PCF, qui dénonce « tout mot d'ordre d'aventure »²⁹, repose sur un constat plus large des événements. En considérant ce qui se passe en province, notamment la passivité des ruraux, il veut dépasser le microcosme parisien. Le véritable tournant est pris au cours du week-end des 11 et 12 mai 1968, quand le PCF appelle à la grève. Le 11 mai, le Bureau politique publie un communiqué condamnant la répression policière, à la suite de la « longue nuit des barricades ». Le lendemain, il déclare : « Vive la lutte des ouvriers et des travailleurs ! »³⁰ – éclipsant de fait le mouvement étudiant – et soutient activement l'appel de la CGT. Waldeck Rochet décide que les

²⁵ *Ibid.*, pp. 1600-1601.

²⁶ *Ibid.*

²⁷ Débats parlementaires, 8 mai 1968, pp. 1612-1613.

²⁸ Waldeck Rochet, entouré de Roland Leroy, Étienne Fajon, Georges Marchais, Jeannette Vermeersch-Thorez, Paul Laurent, Robert Ballanger et Pierre Juquin, conduit la délégation communiste lors de la manifestation.

²⁹ Ce qui lui vaut les foudres du PSU et des gauchistes.

³⁰ Titre du communiqué du BP.

communistes doivent participer à la grande manifestation du 13 mai. Il s'agit pour le PCF de subsumer le mouvement étudiant, voire de l'étouffer en l'embrassant...

Aux cris de « Dix ans ça suffit ! », la grève générale lancée par les syndicats amène près de 200 000 manifestants, y compris les étudiants, à dénoncer les répressions policières. Le 14 mai 1968, Robert Ballanger, député de la Seine-Saint-Denis, débute son intervention par « Monsieur le Premier ministre, vous avez célébré, à votre manière, par un feu d'artifice de grenades et de matraques, l'anniversaire du coup d'État qui porta votre régime au pouvoir, il y a dix ans, le 13 mai 1958 »³¹. Son intervention, qui précède le débat sur la motion de censure, s'inscrit d'emblée dans le registre de la critique de la politique gaulliste qui, depuis dix ans, « se refuse au dialogue véritable avec les forces vives de la nation, les élus à tous les niveaux, les syndicats, la jeunesse »³². Reprenant le thème de la nécessaire réforme du système universitaire avancé par Louis Baillot et Pierre Juquin le 8 mai, l'intervention de Robert Ballanger dénonce par ailleurs fortement le « gouvernement des monopoles »³³, le « régime des monopoles [...] insupportable au plus grand nombre [auquel sera] substitué par l'union des forces démocratiques une démocratie véritable ouvrant la voie au socialisme »³⁴. Cette intervention, notamment, doit être mise en regard avec l'analyse du capitalisme monopoliste d'État que développent le PCF et sa section économique depuis 1966. Pour ce dernier, la crise de Mai 68 renvoie à la dénonciation du régime gaulliste et à son étroite collaboration avec les monopoles.

Le 13 mai marque le début de la grève dans tout le pays. C'est grâce à cette phase sociale des événements – du 13 au 27 mai – que le PCF « colle » aux masses. Mais ne pourrait-on désaxer la proposition ? Quelle force politique « colle » véritablement aux masses lors de ces événements ? Il semble d'une part que la critique faite au PCF est valable pour tout l'échiquier politique et, que d'autre part, on reste aveuglé par la lecture estudiantine du mouvement social et par la seule chronologie parisienne³⁵. Une délégation du PCF rencontre la FGDS le 16 mai afin de donner au mouvement une perspective politique tout en reprenant et dépassant l'accord du 24 février. À ce stade, rien n'est toutefois définitivement conclu entre les deux formations.

³¹ Débats parlementaires, 14 mai 1968, p. 1779.

³² *Ibid.*

³³ *Ibid.*

³⁴ Débats parlementaires, 14 mai 1968, p. 1780.

³⁵ Voir les travaux importants de Xavier Vigna, *L'Insubordination ouvrière dans les années 68 : Essai d'histoire politique des usines*, Rennes, PUR, 2007.

Vers un gouvernement populaire : la quête d'un débouché politique à la crise

Le PCF prend l'initiative et tente de déplacer la lutte jusqu'alors dans la rue et l'entreprise vers le terrain politique : il se présente comme l'alternative au pouvoir gaulliste, en soutenant l'idée « d'un gouvernement populaire ». Cette position s'explique en particulier par la sortie du ghetto du PCF et le rapprochement avec la FGDS. Ces efforts pour être perçu comme une organisation qui veut participer au gouvernement, donnent l'image d'un parti responsable. C'est sans doute ce qui justifie un tel louvoisement : le PCF refuse-t-il toute perspective « révolutionnaire » à un mouvement qui pouvait l'être ? On ne le saura jamais. Mais il souhaite retrouver l'aura perdue entre 1958 et 1962.

Malgré tout, le PCF joue la carte du développement du mouvement gréviste et soutient la CGT³⁶, tout en entendant contrôler ce mouvement. Parallèlement, il en appelle à l'union des forces démocratiques et participe activement au débat sur la motion de censure, déposée le 14 mai à l'Assemblée nationale, par 49 députés dont 20 communistes : Waldeck Rochet, Robert Ballanger, François Billoux, Raymond Barbet, Jacques Chambaz, Roger Coste, Pierre Juquin, César Depietri, Louis Baillet, Paul Laurent, Fernand Dupuy, Robert Hostier, Marcel Houël, Marcel Lemoine, Roland Leroy, Colette Privat, Guy Ducoloné, Jeannette Prin, Pierre Cot (apparenté) et Étienne Fajon³⁷. Elle condamne, au nom de la société française dans son ensemble, le régime gaulliste qui « dix ans après sa prise de pouvoir [...] refusant tout dialogue véritable, contraint les étudiants, les enseignants, les paysans, les ouvriers les jeunes sans emploi, à recourir à des manifestations de rue d'une exceptionnelle ampleur »³⁸.

L'intervention de Waldeck Rochet marque nettement la volonté du parti communiste de politiser les événements et d'apparaître comme une alternative, aux côtés des autres forces de gauche, au pouvoir gaulliste. De fait, cette intervention n'aborde que peu la question des étudiants et insiste davantage sur les conditions d'existence des paysans qui « voient s'accroître les charges de leurs exploitations [et qui sont] chassés de leurs terres sans que leur reclassement soit prévu »³⁹ et des travailleurs. Réquisitoire contre la politique menée par le pouvoir gaulliste, cette intervention dénonce tour à tour la stagnation du

³⁶ Xavier Vigna, *op. cit.*, p. 57 et Claude Penneret, « PC et CGT face à 68 » dans Philippe Artières et Michelle Zancarini-Fournel (dir.), *68, op. cit.*, pp. 336-348.

³⁷ Débats parlementaires, 14 mai 1968, p. 1770.

³⁸ Débats parlementaires, 21 mai 1968, p. 1982.

³⁹ *Ibid.* p. 1986.

« niveau de vie des travailleurs qui créent la richesse »⁴⁰, le « retard accumulé dans les équipements collectifs [...] des équipements sociaux et culturels », les ordonnances sur la sécurité sociales ou la « tutelle administrative sur les communes [qui] se fait de plus en plus lourde et tatillonne »⁴¹ reprenant notamment les arguments déployés par le PCF à l'occasion du débat sur le projet de loi de finances rectificative⁴². S'il s'agit « dans l'immédiat, de satisfaire les revendications essentielles des travailleurs », Waldeck Rochet estime que « c'est en même temps le problème du pouvoir, c'est-à-dire avant tout du système gaulliste, qui est posé », qu'il faut « rompre avec la politique de grand capital » et que « seul un gouvernement populaire d'union démocratique s'appuyant sur la volonté du peuple peut mettre en œuvre cette nouvelle politique de progrès au bénéfice de la nation tout entière »⁴³, inscrivant ainsi son intervention dans la stratégie du PCF de rapprochement avec la gauche non communiste.

Roland Leroy, député de la Seine-Maritime, s'il rappelle que « la fin du gaullisme est une nécessité nationale, une exigence démocratique »⁴⁴, précise l'intervention de Waldeck Rochet en la centrant sur la question de l'Université. Politisant la crise universitaire qui est, selon lui, un « symptôme de la crise du capitalisme »⁴⁵, il reproche au gouvernement de ne pas avoir consacré les moyens nécessaires au développement d'une université de masse. L'université française demeure, selon, lui une « université de classe [...] qui maintient des rapports périmés d'autorité dans la gestion comme dans la pédagogie » et estime que l'une des questions que pose le mouvement de Mai 68 est celle de « la gestion démocratique des universités et de toute l'Éducation nationale ». Pour Leroy, il convient désormais de mettre en œuvre « la large autonomie des universités [qui] s'appliquera en particulier à leur gestion financière, à la détermination de leurs programmes d'enseignement, à la désignation de leur corps professoral », tout en précisant qu'il « conviendra toutefois de tenir compte pour les programmes de règlements généraux définis pour toutes les universités ; pour le choix du corps enseignant, de critères définis sur le plan national ». Revenant sur la nécessité de trouver une solution au problème des examens, Roland Leroy élargit ensuite la question en indiquant que « les examens d'antan ont vécu : de nouveaux modes de contrôle continu des

⁴⁰ *Ibid.* p. 1985.

⁴¹ *Ibid.* p. 1986.

⁴² Voir l'intervention d'Arthur Ramette le 9 mai 1968, Débats parlementaires, 9 mai 1968, pp. 1673-1675.

⁴³ *Ibid.* p. 1986.

⁴⁴ Débats parlementaires, 21 mai 1968, p. 2002.

⁴⁵ Débats parlementaires, 21 mai 1968, p. 2001.

connaissances doivent être recherchés pour les années suivantes »⁴⁶ et termine son intervention en insistant sur le sens des responsabilités dont fait preuve le PCF qui rend « service à la jeunesse étudiante elle-même, comme à tous les travailleurs quand [il met] en garde aujourd'hui encore contre les provocations et les aventures possibles. Les communistes ne sont pas des anarchistes dont le programme tend à tout détruire sans rien construire »⁴⁷.

Au terme de la séance du 22 mai 1968 et d'un scrutin public à la tribune, la motion de censure recueille 233 voix contre les 244 requises⁴⁸.

À l'occasion de la 3^e séance du 22 mai 1968, les députés communistes prennent part au débat sur le projet de loi d'amnistie déposé le même jour par le gouvernement⁴⁹. L'intervention de Pierre Juquin, qui rappelle que le groupe communiste a déposé une telle proposition de loi dès le 7 mai, souligne néanmoins que « l'amnistie n'est qu'un premier acte, mais un acte nécessaire. Elle doit être suivie de mesure satisfaisant les revendications pressantes et légitimes des étudiants et des enseignants et de réformes portant sur les structures, la gestion, le style de vie, le contenu, les moyens de l'enseignement supérieur »⁵⁰ et propose la constitution d'une commission parlementaire sur les violences qui ont « accompagné la répression policière ». Guy Ducoloné, député des Hauts-de-Seine dépose par ailleurs un sous-amendement, qui ne sera pas adopté, précisant que l'amnistie s'appliquera aux infractions commises « par les manifestants »⁵¹. Il s'oppose enfin à l'adoption d'un amendement présenté par Messieurs Palmero, Pidjot, René Pleven, Michel Durafour et le groupe Progrès et démocratie moderne qui prévoyait d'étendre l'amnistie aux « infractions commises à l'occasion de faits en relation directe ou indirecte avec les événements survenus depuis le 1^{er} novembre 1954, en Algérie, dans les départements et les territoires d'outre mer »⁵².

À partir du 23 mai, le PCF reprend l'offensive contre les gauchistes. Le pouvoir reste dans l'expectative et propose enfin, le 24 mai, un référendum « fort éloigné des préoccupations des grévistes » qui reste

⁴⁶ Débats parlementaires, 21 mai 1968, p. 2002.

⁴⁷ *Ibid.*

⁴⁸ Débats parlementaires, 22 mai 1968, p. 2051.

⁴⁹ Voir notamment Stéphane Gacon, *L'Amnistie. De la Commune à la guerre d'Algérie*, Paris, Seuil, 2002, pp. 293-297

⁵⁰ Débats parlementaires, 22 mai 1968, p. 2059.

⁵¹ *Ibid.* p. 2060.

⁵² *Ibid.* pp. 2060-2061.

« sans aucun effet sur le mouvement »⁵³, d'autant plus que Georges Pompidou dénonce « la tentative évidente de déclencher un début de guerre civile »⁵⁴. La CGT, avec le soutien du PCF, s'engouffre dans la négociation que recherche le Premier ministre « afin que les exigences légitimes des travailleurs soient satisfaites sans délai »⁵⁵. Dès le 22 mai d'ailleurs, Robert Ballanger mentionnait au sein de l'hémicycle le communiqué publié par la CGT et la CFDT le même jour dans lequel les deux centrales syndicales déclaraient qu'elles étaient prêtes « à prendre part à de véritables négociations sur les revendications essentielles des travailleurs »⁵⁶. Le PCF participe aussi aux luttes paysannes : le MODEF⁵⁷, en coopération avec la FNSEA, dresse de nombreux barrages le 24 mai⁵⁸, contribuant au réveil du « Comité de Guéret », afin d'organiser l'alliance des différentes couches populaires contre le régime.

Le 27 mai, au terme des débats entre les différents partenaires sociaux, le Premier ministre déclare à 7h30 : « nous sommes arrivés à un ensemble de conclusions positives et dont on peut dire qu'elles constituent un accord ». Cet accord prévoit une augmentation du SMIG de 35 %, une augmentation des salaires de 10 % (en deux étapes), le retour progressif à la semaine de 40 heures, une reconnaissance accrue des droits syndicaux dans l'entreprise et diverses autres mesures sur le paiement des jours de grèves, la Sécurité sociale, les prestations familiales, etc. Parallèlement, les accords de Varennes, qui concernent le monde paysan, suppriment le SMAG, qui est intégré au SMIG : cela équivaut à une augmentation de 56 %.

Georges Séguy donne connaissance aux grévistes de Renault des « accords de Grenelle » ; la base refuse de les entériner et continue la grève. Cet épisode, utilisé par le pouvoir, afin de montrer qu'il sait négocier et que le mouvement n'a plus de raison d'être, met en porte à faux la CGT. Dès le lendemain, *l'Humanité* publie un communiqué dénonçant les manœuvres de la presse (« bourgeoise ») et insiste sur les propos de Georges Séguy qui déclarait : « nous ne saurions donner de

⁵³ Serge Berstein et Pierre Milza, *Histoire de la France au XX^e siècle*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1995, p. 919.

⁵⁴ Conférence de presse à l'Hôtel Matignon du 25 mai 1968.

⁵⁵ Communiqué du BP du PCF du 24 mai 1968.

⁵⁶ Débats parlementaires, 22 mai 1968, p. 2046.

⁵⁷ Le Mouvement de défense des exploitants familiaux est un syndicat agricole créé le 7 avril 1959 à la suite de la scission d'une quarantaine de membres de la FNSEA.

⁵⁸ Bulletin d'information du PCF pour les travailleurs des campagnes, semaine du 27 mai 1968.

réponse sans consulter les travailleurs», conformément à son engagement à l'ouverture des négociations⁵⁹.

Le 27 mai, à l'instigation de l'UNEF, a lieu le rassemblement à Charléty où affluent 50 000 personnes. Ce succès est aussi dû au PSU, à la CFDT et à FO. Lors de ce meeting, essentiellement étudiant, l'accent est mis sur la « révolution » et l'autre gauche. En présence de Pierre Mendès France, les participants conspuent la CGT et le PCF. André Barjonet, qui vient de démissionner de ses responsabilités à la CGT, déclare : « si j'ai quitté la CGT, c'est surtout parce que les dirigeants n'avaient pas su ou peut-être pas voulu voir que la situation où nous sommes est vraiment révolutionnaire »⁶⁰. Cette rupture souligne la voie empruntée par la CGT, dans le droit fil de celle du PCF : la révolution est remplacée par la négociation, le rapport de force lié aux grèves et surtout à la revendication d'un « gouvernement populaire »⁶¹. Le 29 mai, en réponse au meeting de Charléty, le Bureau politique du PCF « demande à ses sections et ses cellules, à ses élus, à tous ses militants, de tout mettre en œuvre pour contribuer au succès des manifestations »⁶².

L'impression de vacance du pouvoir est d'autant plus forte, qu'au même moment le général de Gaulle quitte Paris, sans préciser où il part : « les rumeurs les plus folles circulent sur sa disparition »⁶³. Les Français sont inquiets et désorientés : c'est la « peur du vide ». Lors de la manifestation qui a regroupé « 8 000 travailleurs manuels et intellectuels »⁶⁴, certains gauchistes crient « à l'Élysée ! », mais le PCF a donné de strictes consignes afin qu'une telle entreprise échoue. Waldeck Rochet avait peur d'un bain de sang, l'armée ayant été rapprochée de la capitale et des chars patrouillant en banlieue⁶⁵. Le traumatisme du 13 mai 1958 et les événements liés à la Guerre d'Algérie sont encore bien présents dans les esprits. Pour la direction du PCF, il s'agit lors de cette manifestation de masse de montrer sa force de mobilisation et son emprise encore importante sur la société. Mais c'est aussi un signe fort envoyé à la gauche non-communiste afin de lui faire

⁵⁹ « La CGT se déclare prête à siéger, au niveau le plus élevé, sans désespérer, afin que les conclusions de la discussion lui permettent, au plus tôt, de consulter les travailleurs en grève », propos de Georges Séguéy, rapportés par Roger Martelli, *op. cit.*, p. 133.

⁶⁰ André Barjonet, *La Révolution trahie de juin 1968*, Paris, John Didier, 1968.

⁶¹ Slogan des manifestants de la CGT le 29 mai 1968.

⁶² Communiqué du BP du PCF, 29 mai 1968.

⁶⁴ Serge Berstein et Pierre Milza, *op. cit.*, p. 921.

⁶⁴ *L'Humanité* du 30 mai 1968.

⁶⁵ Entretien avec Charles Fiterman [26 février 1997].

comprendre que « rien ne se fera sans la PCF » qui incarne l'alternative sans l'aventure.

Le parti communiste réunit enfin son Comité central le 30 mai⁶⁶. Waldeck Rochet rappelant que le Bureau politique s'est prononcé pour le principe de la participation⁶⁷, demande au Comité de se prononcer clairement sur cette question politique de la place du PCF : « Les travailleurs ne comprendraient pas qu'ils se contentent d'un ou deux strapontins. Les travailleurs veulent que les communistes aient la place qui leur revient »⁶⁸. Certes le PCF continue ainsi à défendre son image de « parti avant garde de la classe ouvrière », son « rôle dirigeant » mais cette intervention souligne aussi son approche des événements en fonction de son analyse de la société. Rochet reprend la ligne définie au XVIII^e Congrès, qui insiste sur le rôle historique de la classe ouvrière et son rôle pivot pour opérer l'alliance « de la paysannerie laborieuse, des employés, des intellectuels, de la petite bourgeoisie urbaine et des fabricants petits et moyens en proie à la concurrence des monopoles »⁶⁹. Pourtant, le Secrétaire général évoque une autre hypothèse : « On parle d'élections générales : ce serait peut-être la meilleure solution »⁷⁰. Cette remarque contribue à mieux cerner la ligne du PCF qui se refuse à tout débordement et à tenter le « grand soir ». La légalité et la voie démocratique priment en vertu de la stratégie impulsée par le Secrétaire général du PCF. Waldeck Rochet propose de suivre de près ce qu'envisagent les gaullistes et il souligne que, « d'après les déclarations de Pujade, il semble que de Gaulle n'aurait pas encore renoncé à se maintenir par tous les moyens. Nous devons donc suivre les événements heure par heure et être extrêmement vigilants »⁷¹. Pour conclure son intervention, il insiste sur la tactique à suivre : « il faut rester liés intimement aux masses, informer et [illisible] celles-ci en organisant des milliers de réunions. Renforcer le Parti. Constituer des

⁶⁶ Initialement la réunion était prévue pour le 23 mai 1968.

⁶⁷ « Á condition que notre parti soit représenté normalement, compte tenu de ce qu'il représente, dans ce gouvernement, et que celui-ci s'engage à réaliser les revendications des travailleurs qui sont en lutte. Car il faut faire attention : il ne faudrait pas que le nouveau gouvernement refuse de satisfaire les revendications essentielles des travailleurs en lutte, car la relève pourrait apparaître comme une duperie ». Archives PCF, Fonds Waldeck Rochet, boîte 4 : Mai juin 1968, Dossier 1: CC du 30 mai 1968.

⁶⁸ *Ibid.*

⁶⁹ Voir en particulier le XVIII^e Congrès du PCF, *L'Humanité*, 4-12 janvier 1967, *Les Cahiers du communisme*, 2-3 février 1967.

⁷⁰ Rochet envisage déjà la « solution institutionnelle », expression de Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques*, Paris, PFNSP, 1986.

⁷¹ Archives PCF, Fonds Waldeck Rochet, boîte 4 : Mai juin 1968, Dossier 1: CC du 30 mai 1968.

milliers de Comités pour un gouvernement populaire»⁷². Il faut structurer le mouvement et créer un rapport de force dans le pays « en vue d'une éventuelle prise du pouvoir »⁷³ de façon légale et démocratique. Il semble que la constitution de tels comités n'ait pas eu les effets escomptés, même si certains contacts sont pris avec la FGDS et la CFDT⁷⁴.

Le même jour, le président de la République annonce qu'il reste au pouvoir et qu'il maintient en fonction son Premier ministre. Il se dit prêt à user de moyens exceptionnels et il annonce la dissolution de l'Assemblée nationale. Dénonçant à la télévision « l'intimidation, l'intoxication et la tyrannie exercées par des groupes organisés de longue main et par un parti qui est une entreprise totalitaire même s'il a des rivaux à cet égard »⁷⁵ et ajoutant que « la France est en effet menacée de dictature », le général de Gaulle piège le PCF en agitant le spectre du complot communiste. Le PCF dénonce alors les dangers d'une dictature gaulliste et reprend une thématique de Front populaire : « dictature » ou « démocratie » alimentant du même coup les critiques de réformisme formulées à son encontre par l'extrême gauche.

Les leçons de Mai-Juin 68

Le PCF tire les leçons du mouvement en plusieurs temps ; à chaud, puis par touches successives sans pour autant remettre en cause ses grandes orientations et sa ligne. Il doit d'abord se lancer dans la campagne des élections législatives. Son discours est essentiellement centré sur l'ordre, l'héritage républicain et démocratique et les acquis sociaux, en reprenant un référentiel de Front populaire. Le vendredi 31 mai, lors d'un meeting dans le 19^e arrondissement de Paris, le Secrétaire général donne la ligne pour les élections⁷⁶ : « unité de lutte des forces ouvrières et démocratiques pour satisfaire les revendications et assurer la défaite du gaullisme »⁷⁷. Battre le pouvoir gaulliste devient un devoir : « nous l'avons dit et nous le répétons, nous pensons que le pouvoir gaulliste a fait son temps. Il ne répond pas aux exigences du moment. Il doit être battu lors de la prochaine consultation nationale à laquelle

⁷² *Ibid.*

⁷³ Stéphane Courtois, Marc Lazar, *Histoire du PCF*, Paris, PUF, 1995, p. 333.

⁷⁴ Stéphane Courtois, Marc Lazar, *op. cit.*, p. 333.

⁷⁵ Allocution télévisée du général de Gaulle, Président de la République, le 30 mai 1968.

⁷⁶ Voir la transcription intégrale du discours par *L'Humanité* samedi 1^{er} juin 1968.

⁷⁷ Édition spéciale de *L'Humanité*, mardi 4 juin 1968.

notre Parti participera activement avec ses candidats et son programme »⁷⁸.

Les grèves, avec occupation d'usines, se poursuivent. Pourtant, le PCF continue à dénoncer les gauchistes : « le drapeau des luttes de la classe ouvrière, dans le monde moderne, ce n'est pas le drapeau noir défraîchi de l'anarchie, mais c'est tout à la fois le drapeau rouge du socialisme et le drapeau tricolore de la grande Révolution française, le drapeau de la nation »⁷⁹. La vague des barricades reprend le 12 juin et la presse peut titrer : « plus de 2 000 interpellations durant la nuit de désordre à Paris »⁸⁰. Photographies à l'appui, ces commentaires participent pleinement à la campagne électorale et montrent le climat d'insécurité, lié en particulier aux « katangais », qui sont présentés comme « des jeunes gens farouches »⁸¹. Les gauchistes dénoncent les « élections-trahison » ou « pièges à con ». Ainsi, la campagne électorale à chaud se fait « dans un pays encore quelque peu désorganisé »⁸² et surtout dans un climat tendu où les affrontements se multiplient. Le PCF fixe sa campagne électorale sous le répertoire du « parti du progrès, de l'ordre et de la sagesse politique »⁸³. Si le PCF dénonce les Comités d'action civique et le danger fasciste, la droite gaulliste s'en prend violemment au complot communiste. Face à ce discours, le dirigeant du parti déclare : « tout au long des récents événements, les hommes et les femmes de notre pays ont pu constater que les communistes se comportaient en hommes responsables, en démocrates sincères et conséquents »⁸⁴. Et l'orateur d'ajouter : « c'est pourquoi nous avons dénoncé et combattu la démagogie, la surenchère et les provocations des “groupes ultra-gauchistes” — soutenus par le PSU — se réclamant du maoïsme, de l'anarchisme ou du trotskisme »⁸⁵. Lors de ce même meeting, Louis Aragon insiste : « aucun homme ne peut se substituer à un peuple, comme le peuple français. Il ne suffit pas d'appeler République une Monarchie de fait, pour être cru de ceux dont les pères ont renversé la Bastille. Le drapeau tricolore est celui de la

⁷⁸ *Ibid.*

⁷⁹ *Ibid.*

⁸⁰ *France-Soir*, jeudi 13 juin 1968.

⁸¹ Expression d'André Pautard, « La Sorbonne a perdu son “air de fête” », *France-Soir*, jeudi 13 juin 1968, p. 5.

⁸² Jacques Chapsal, *La Vie politique sous la V^e République*, Paris, PUF, 1984, p. 369.

⁸³ Archives de l'Inathèque, discours du mercredi 12 juin 1968.

⁸⁴ Extraits du discours de Waldeck Rochet au meeting du 10 juin 1968 au Palais des Sports à Paris, cité par Georges Lavau, « Le PC dans le système politique », *Cahiers de la FNSP*, n°175, « Le communisme en France », 1969, p. 75.

⁸⁵ *Ibid.*

Nation, et non d'une faction régnante et il ne suffit pas de s'en emparer, non plus que de chanter "la Marseillaise" en lui faisant dire le contraire de ce qu'elle dit, pour en finir avec la diversité française ! »⁸⁶

Au soir du premier tour, le 23 juin 1968, les résultats sont mauvais pour l'ensemble de la gauche et particulièrement pour le PCF. La ligne du pouvoir, qui a imputé au PCF tous les événements de Mai 68, a été bien suivie par l'électorat, choqué par la reprise de la violence qui a fait l'objet d'une grande couverture médiatique. Par rapport aux élections de 1967, le PCF perd plus de 600 000 voix, la FGDS quant à elle perd 590 000 voix. Seules les formations proches du mouvement étudiant progressent : le PSU et l'extrême gauche gagnent 378 800 voix. Seuls six députés communistes sont élus lors du premier tour. Même dans ses bastions, le PCF recule. Les résultats du second tour confirment la victoire gaulliste. Le PCF, avec 34 députés, perd 39 sièges ! Mais le PCF veut apparaître comme un « parti responsable », un parti de gouvernement s'appuyant sur une stratégie d'union de la gauche. C'est au Comité central des 8 et 9 juillet 1968 réuni à Nanterre que le PCF analyse la situation ; il faut ici souligner la symbolique forte du lieu : on tire les leçons des événements dans l'un de ses fiefs, d'une place forte de son implantation dans la banlieue rouge et on refuse aux seuls étudiants du Mouvement du 22 mars de revendiquer comme assise Nanterre. L'échec électoral est imputé aux « actions violentes suscitées de façon préméditée par Cohn-Bendit, Geismar, Sauvageot et autres "gauchistes", [qui] servirent au pouvoir à créer la crainte dans des couches diverses de notre peuple »⁸⁷. On insiste aussi sur l'absence d'un programme d'union entre les différentes formations de la gauche démocratique. C'est dans cette perspective de continuité⁸⁸ que le PCF appréhende les événements ; la rébellion étudiante étant « la fille du mouvement libérateur de la classe ouvrière »⁸⁹. Le regard porté sur l'ensemble des événements insiste sur le fait que la « situation n'était pas révolutionnaire ». Le PCF refuse d'être débordé sur sa gauche. Cette analyse permet en même temps de justifier l'attitude modérée et légaliste du PCF, qui veut garder à la fois son capital de sympathie auprès de l'opinion publique et qui veut poursuivre son alliance avec la gauche non-communiste (FGDS, SFIO). En interne, la marge de manœuvre de la direction du PCF est de plus en plus étroite entre les tenants de l'orthodoxie thorzéenne et ceux qui veulent aller plus loin

⁸⁶ *L'Humanité-dimanche*, 16 juin 1968, p. 7.

⁸⁷ « Luttés et élections : premiers enseignements », *Cahiers du communisme*, n°6-7, juin-juillet 1968, p. 5.

⁸⁸ Danielle Tartakowsky, art. cit., p. 157.

⁸⁹ Laurent Salini, *Le Mai des prolétaires*, Paris, Éditions Sociales, 1968, p. 95.

dans le renouvellement. En ce sens, les remarques de Jean-Jacques Becker, qui souligne que le PCF « a été conduit par les événements »⁹⁰, expliquent clairement l'attitude du PCF, comme toute autre force politique d'ailleurs ; on mesure bien ici les dynamiques plurielles et les enjeux du moment.

À l'Assemblée nationale, l'attitude du groupe parlementaire communiste traduit les évolutions théoriques du PCF qui, à partir de 1962, l'amène à adopter une stratégie d'union de la gauche. L'hémicycle est considéré comme un relais politique majeur des revendications et des luttes sociales, un lieu de lutte contre les monopoles mais aussi, progressivement, comme un vecteur de conquête du pouvoir. La période Mai-Juin 1968 contribue à renforcer cette analyse au sein du PCF. Pour ce dernier, l'arrivée au pouvoir passe désormais par le renforcement de son action parlementaire et par la conquête d'une majorité à l'Assemblée. Le PCF n'est pas un parti aventurier : en ce sens, il a définitivement intégré la culture politique républicaine, et veut jouer, à part entière, un rôle alternatif à la pratique gaullienne de l'exercice du pouvoir. Il s'inscrit dans une démarche qui tend à influencer sur le réel, la société et ses mutations.

De manière plus générale, Mai-Juin 1968 a rencontré l'histoire du Parti communiste, qui semble-t-il n'a pas su saisir tous les enjeux de l'époque. Il n'était pas « doctrinalement » prêt à comprendre pleinement la signification des événements ou s'enfermait dans ses grilles de lectures de classe. Il y a donc eu, comme le propose finement Bernard Pudal, un désajustement. Le parti communiste essaie cependant de proposer autre chose avec le Manifeste de Champigny.⁹¹ À ces événements s'ajoute la tragique crise tchécoslovaque : le PCF prend pour la première fois de son histoire et de façon publique un certain recul vis-à-vis du PCUS, ce qui participe également à la relecture des événements de Mai-Juin, du fait d'un emboîtement des chronologies et des prises de positions internes et externes.

⁹⁰ « Remarques complémentaires » de Jean-Jacques Becker à l'article de Danielle Tartakowsky, *op. cit.*, p. 163.

⁹¹ Waldeck Rochet, « Rapport au comité central » Champigny 5-6 décembre 1968, *Cahiers du communisme*, n°1, janvier 1969, pp. 143-158 et Waldeck Rochet, « Pour une Démocratie avancée, pour une France socialiste ! », brochure éditée par le PCF, *Supplément au Bulletin de propagande*, n°7, novembre-décembre 1968, p. 1.